

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ADM Bazancourt SASU

114 rue de Pomacle,
CS 30 004,
51110 BAZANCOURT

Références : SM1 n° D1 i 2022-572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement ADM Bazancourt SASU implanté 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 BAZANCOURT. L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADM Bazancourt SASU
- 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 BAZANCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0005701552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD

L'établissement ADM BAZANCOURT SASU, construit en 1992, est capable de traiter entre 400 et 450 000 tonnes de blé par an pour produire une palette étendue de produits :

- Sirop de glucose avec toute une gamme de finitions possibles,
- Amidon natif,
- Protéines de blé : gluten vital ou protéines solubilisées,
- Coproduits : amidyn, son...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action surveillance des rejets dans l'eau
- action gestion raisonnée de la ressource en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Lettre de suite préfectorale
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.8	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion raisonnée de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article 2 et 3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.7	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.4.1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Déclaration Annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois écarts réglementaires ont été constatés lors de cette visites. Il est proposé à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suites préfectorale qui enjoindra l'exploitant à résorber ses non conformité sous un délais maîtrisé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux a été transmis par courriel le 26/04/22, en amont de la visite. Celui-ci a été mis à jour le 4/12/15. Il n'y a pas eu de modifications des réseaux depuis.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et des eaux résiduares internes
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.
Constats : Tous les rejets usine (y compris eaux pluviales de voiries dans l'enceinte de l'établissement) sont dirigés vers la station d'épuration (STEP) de l'établissement située à proximité des bassins de rétentions de l'entreprise Cristal Union. Ces effluents transitent par une cuve équipée d'un échantillonneur volumétrique afin de réaliser les analyses des effluents, puis ceux-ci sont dirigés vers un bac de stockage tampon T7 (2 500 m ³) avant envoi à la STEP. Les eaux pluviales du parking et des bâtiments passent par un séparateur hydrocarbures puis par une cuve enterrée et sont épandues via un champ d'infiltration par relevage. Les eaux sanitaires passent par un champ de roseaux puis sont reprises pour envoi à la STEP. Le volume des rejets envoyés quotidiennement à la STEP représente entre 1 100 et 1 700 m ³ /j. Une fois traités, ces rejets sont envoyés vers un bassin de stockage dédié avant épandage.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Equipement
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.
Constats : Les effluents industriels en sortie de STEP sont acheminées vers les bassins de la sucrerie CRISTAL UNION pour épandage. Selon l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents destinés à l'épandage sont adaptées à partir de la norme NF U 44-108. L'échantillon est constitué à partir de plusieurs prélèvements ponctuels. Et, il n'est pas possible d'effectuer un échantillonnage proportionnel au débit de rejet pour les rejets d'eaux pluviales. Ainsi, la prescription de l'arrêté préfectoral est inadaptée. L'inspection proposera à Monsieur le Préfet de modifier cette prescription dans un arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2022, Analyse des effluents épandus
Prescription contrôlée : Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.
Constats : La canalisation de rejet des effluents dans le bassin d'épandage géré par CRISTAL UNION est munie d'un débitmètre permettant de mesurer la quantité d'effluents rejetée par la station d'épuration interne du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien des installations de traitement & Suivi
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Des échantillons d'eau résiduaires sont relevés quotidiennement au niveau de la station d'épuration de l'établissement. Toutes les analyses font l'objet d'un enregistrement sur un logiciel interne (OSI). En cas de dépassement sur une analyse, celui-ci fait l'objet d'une fiche d'écart ou fiche de dépassement si il y a un écart avec la convention signée avec Cristal Union pour l'épandage des eaux résiduaires industrielles. Deux séparateurs hydrocarbures sont présents sur le site afin de traiter les eaux pluviales de voiries potentiellement souillées : celui de l'atelier mécanique et celui du parking. L'exploitant n'a pu fournir que les justificatifs liés à l'entretien du séparateur hydrocarbures de l'atelier mécanique en date du 09/02/22. Il s'est engagé à réaliser l'entretien du second pour la fin d'année 2022. Les derniers résultats d'analyse d'eau pluviale en date du 06/12/21 sont conformes à l'arrêté préfectoral de l'établissement. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires concernant l'entretien des installations de traitement via une lettre de suites préfectorale. Il régularisera sa situation pour le 31 décembre 2022 .
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant dispose d'un programme de surveillance à jour par rapport aux exigences de son arrêté préfectoral. Il respecte les fréquences de mesures sur l'ensemble des paramètres du programme de surveillance.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Sur l'outil GIDAF seuls les paramètres faisant l'objet de valeurs limites d'émission (VLE) dans l'arrêté préfectoral de l'établissement ont été intégrés pour le suivi des eaux résiduares. L'exploitant intègre les résultats de ses analyses sur l'outil correctement.
Observations : L'inspection propose de modifier le cadre de surveillance des eaux résiduares de l'établissement afin d'intégrer l'ensemble des paramètres à suivre par l'établissement (voir article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral 2019 de l'établissement) et non seulement ceux disposant d'une VLE. Cette modification fera l'objet d'une information à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limite d'émission figurant dans l'arrêté préfectoral de l'établissement
Constats : Des dépassements des VLE sont constatés en concentration et en flux au cours des années 2020 et 2021, principalement sur les paramètres DCO et MES de l'établissement. Ce sont des paramètres suivis quotidiennement. Pour le paramètre DCO, cela représente environ 1 % et 2 % de dépassement en concentration du double de la VLE pour les années 2020 et 2021 respectivement et pas de dépassement du double de VLE en flux journalier. Pour le paramètre MES cela représente environ 4 % et 7 % de dépassement en concentration du double de la VLE pour les années 2020 et 2021 respectivement et 5 % et 8 % concernant les dépassements du double de VLE en flux journalier. Pour rappel, ces effluents en sortie de STEP sont stockés dans un bassin avant épandage. L'exploitant explique que les dépassements ont eu lieu notamment suite à des aléas du process (coupures électriques, coupures des eaux, dysfonctionnement des automates et des pompes). L'exploitant a amélioré le suivi des analyses des eaux entrant dans la station d'épuration et le pilotage du tank T7 tampon permettant d'absorber les variations importantes des charges de polluants. L'exploitant indique que la tendance est inversée en 2022. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires concernant le respect des valeurs limites d'émissions pour ses effluents aqueux par lettre de suites préfectorale. L'exploitant s'engage donc à inverser la tendance et maintenir une situation sans aucun dépassement du double de la VLE sur une durée de 6 mois consécutive . Pendant cette période, il informera l'inspection des dépassements du double de la VLE. Des sanctions administratives pourront dès lors être appliquées à l'encontre de l'établissement.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Justifications et actions
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant s'engage à réaliser une description plus fine des causes inhérentes aux dépassements constatés dans l'outil GIDAF en mettant en avant des actions correctives associées mises ou à mettre en place pour éviter la récurrence de ces dépassements.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Exigence d'accréditation
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence
Constats : L'exploitant réalise en interne ses analyses quotidiennes. Il confie des échantillons hebdomadaires à un prestataire accrédité (CERECO). CERECO se charge de réaliser les analyses des paramètres à contrôler de manière hebdomadaire mais également annuelle. Il effectue également l'analyse sur les paramètres suivis par l'établissement en interne afin de pouvoir identifier toute dérive d'analyse. CERECO ne se charge pas du prélèvement et de l'envoi de l'échantillon. Ces opérations sont réalisées en interne.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration Annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Complétude de la déclaration GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : – les émissions (...) dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II (...) dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe (...); – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant renseigne correctement l'outil GERE concernant ses prélèvements d'eau. Aucune eau n'est rejetée puisqu'à destination de l'épandage qui fait l'objet d'un encadrement réglementaire distinct.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion raisonnée de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article 2 et 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Diagnostic
Prescription contrôlée : <u>Article 2 :</u> Le diagnostic doit préciser : <ol style="list-style-type: none">1. l'historique des réductions de consommation et/ou de rejet enregistrées sur les dix dernières années ;2. les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ le type d'alimentation (raccordement à un réseau, provenance et interconnexions de ce réseau) et ses caractéristiques (localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé),◦ les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage,◦ les usages qui en sont faits ;3. les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;4. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;5. les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;6. les pertes dans les circuits de prélèvement ou de distribution du site ;7. les dispositions temporaires envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;8. les limitations des rejets aqueux possibles en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs ;9. les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement en sécurité de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;10. les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité). <u>Article 3 :</u> L'exploitant établit un document décrivant les opérations de gestion des prélèvements et des

rejets du site, accompagné d'un échancier et d'une évaluation technico-économique des opérations décrites mentionnant en particulier les éventuelles conséquences sur l'activité de l'établissement (arrêt d'installations, incidences sur la sécurité et/ou la production, etc.).

L'analyse effectuée doit rendre compte des mesures mises en œuvre ou possibles et de leur efficacité en matière :

d'économies d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;

de limitation voire de suppression de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement approprié.

Doivent être distinguées :

- les actions pérennes qui permettent de limiter durablement les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu,
- les actions renforcées en cas de situation hydrologique déficitaire.

L'analyse précitée doit notamment permettre de proposer des mesures adaptées relatives aux usages de l'eau du site en cas de situation de sécheresse.

Constats : Le diagnostic de réduction des prélèvements et des consommations d'eau a été remis par la société le 24/07/2019 par courriel.

Tous les points prévus dans l'APC de l'établissement ont été abordés d'une manière plus ou moins approfondie et font l'objet de l'analyse suivante de la part de l'inspection :

- Bien que le diagnostic évoque de manière parlante la répartition des prélèvements et des consommations d'eau de l'établissement, la répartition des usages de l'eau au sein du process reste assez opaque et manque de détail (point 3 de l'art. 2 de l'APC) ;
- Concernant la réduction des consommations liées au process en période de crise, l'exploitant statue que cela est impossible du fait de l'activité et concernant les autres usages de l'eau seuls les lavages du site extérieur pourraient être suspendus. La réflexion ne semble pas assez poussée aux yeux de l'inspection. Cela rejoint la première remarque du fait du manque d'analyse des usages de l'eau lié au process de manière détaillée.
- Une organisation est décrite dans le diagnostic pour identifier les pertes en eau cependant, cette organisation ne permet pas d'avoir une grande réactivité puisque l'exploitant ne considère la fiabilité de l'analyse qu'une fois récupéré le suivi des prélèvements d'eau des sociétés avec lesquelles elle travaille (mensuellement pour GIVAUDAN et trimestriellement pour CRISTAL UNION)
- L'exploitant ne propose aucune disposition temporaire pour réduire sa consommation d'eau en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. Il propose de couper l'approvisionnement en eau des sociétés avec lesquelles il travaille (ARD et GIVAUDAN) et pour lesquelles il fournit de l'eau osmosée.
- Enfin l'exploitant souhaite augmenter le volume d'activité de l'établissement ce qui induit inévitablement une augmentation des consommations d'eau. Il suit mensuellement le ratio de consommation d'eau par tonne de farine traitée. Ce ratio fait partie de la fourchette basse des recommandations présentes dans le BREF FDM (Food Drink and Milk).

Les points 8 et 9 ne concernent pas l'établissement puisque celui-ci ne rejette pas directement au milieu naturel. L'intégralité des effluents (hors eau pluviale en partie et eau sanitaire) est épandu après avoir été traités.

Ainsi l'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par une lettre préfectorale de suites. L'exploitant devra :

- approfondir le diagnostic en analysant de manière plus détaillée les consommations d'eau liées au process ;
- établir un suivi plus réactif du suivi et de l'identification des pertes d'eau potentielles (alarmer sur débits entrants et sortants, etc.) ;
- proposer des dispositions temporaires et des réductions chiffrées des prélèvements envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. Il proposera des réductions chiffrées. Il établira une liste d'actions à tiroirs selon le seuil et les restrictions d'usage de l'eau en période de sécheresse (voir arrêté préfectoral n°12-2022-SEC du 23 février 2022) dans lequel la zone d'alerte de la nappe de la Craie de Champagne Nord se trouve. Cela pourra aller jusqu'à la réduction d'activité à un niveau minimal garantissant le fonctionnement en sécurité des installations.

L'inspection rappelle qu'il est demandé d'identifier :

- les actions pérennes qui permettent de limiter durablement les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu,
- les actions renforcées en cas de situation hydrologique déficitaire.

Ces compléments devront être transmis à l'inspection **pour le 31 décembre 2022**.

Observations : /

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale